

L'économie russe : contradictions et impasses

Caroline Dufy

▶ **To cite this version:**

Caroline Dufy. L'économie russe : contradictions et impasses. Les Études du CERI, 2020, Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2019, 247-248, pp.54 - 59. 10.25647/etudesduceri.247-248.09 . hal-03455883

HAL Id: hal-03455883

https://sciencespo.hal.science/hal-03455883

Submitted on 29 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

L'économie russe : contradictions et impasses
par Caroline Dufy

Vingt ans après l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, l'économie russe peine à trouver les ressorts d'un développement soutenable. Dotée de ressources naturelles nombreuses et diversifiées, la Russie est le premier exportateur et détenteur de réserves de gaz naturel et le deuxième exportateur de pétrole de la planète, tout en étant une puissance industrielle et agricole. Mais la modernisation conservatrice prônée par le pouvoir a favorisé le développement d'une économie singulière, marquée par des contradictions majeures, tout à la fois tertiarisée et industriellement développée, qui se classe au onzième rang mondial.

Puissance émergente membre du groupe des BRICS, membre de l'OMC, la Russie est intégrée à la mondialisation, tout en prônant un développement à la chinoise. Concentrée sur la partie occidentale de son territoire, l'économie russe cherche de nouveaux débouchés vers l'Asie.

Depuis la fin des années 2000, la croissance s'est essoufflée dans un environnement international instable marqué par deux crises successives : d'une part l'onde de choc mondiale des *subprimes*, d'autre part l'entrée en vigueur des sanctions économiques internationales qui ont accru son isolement. Une gestion macroéconomique prudente des réserves a atténué les chocs externes, mais n'a pas suffi à soutenir un modèle de croissance pérenne. Nous analyserons ici les paradoxes de ce développement.

Une croissance molle et dépendante

Le programme radical de transition à l'économie de marché lancé au début des années 1990 a engendré une décennie noire, provoquant hyperinflation, crises financières à répétition et endettement insoutenable, qui s'est achevée par la crise de la dette souveraine et le défaut de paiement de la Russie annoncé à l'été 1998[1]. Les années 2000 ont renoué avec la stabilité et la prospérité, grâce à une croissance longue, forte et régulière de plus de 6 % du PIB par an en moyenne entre 2000 et 2008[2]. La hausse importante des revenus réels a réduit la pauvreté et amélioré les conditions de vie de la population. Cette parenthèse exceptionnelle résultait de la conjugaison de plusieurs facteurs : hausse du prix des énergies fossiles, dévaluation du rouble et confiance des investisseurs. Elle s'est achevée avec la crise des *subprimes*. Depuis, les décrochages successifs et cumulés de l'activité économique ont affecté la Russie davantage que les autres pays émergents[3] : de presque 7% entre 2000 et 2008, la croissance annuelle du PIB est passée à 1% en moyenne entre 2009 et 2013 (voir Tableau 1).

[1] C. Dufy, « L'économie russe en réformes : une décennie perdue ? », dans G. Favarel-Garrigues et K. Rousselet (dir.), *La Russie contemporaine*, Paris, Fayard, coll. « Les grandes études internationales », 2010, pp. 227-239.

[2] C. Dufy, « Rentes et dépendance : les ressorts de la croissance après 1998 », dans G. Favarel-Garrigues et K. Rousselet (dir.) *Ibid.*, pp. 241-252.

[3] A. Kudrin , E. Gurvith, « A new model fo growth for the Russian economy », *Russian Journal of Economics,* Vol. 1, n° 1, mars 2015, pp. 30-54 ; FMI, *Country Report Russia*, n° 19/260, juillet 2019.

Tableau 1
Taux de croissance annuels moyens du PIB avant et après la crise financière

Groupes de pays	2000-2008	2009-2013
Monde	4,3	3,2
Pays émergents et en développement	6,5	5,3
Chine	10,4	8,9
Russie	6,9	1
Inde	6,7	7
Afrique du Sud	4,2	3,9
Brésil	3,7	2,7

Source : A. Kudrin, E. Gurvith, « A new model of growth for the Russian economy », *Russian Journal of Economics*, Vol. 1, n° 1, mars 2015, p. 31

Depuis 2014, l'activité économique a subi le contrecoup de la guerre en Ukraine. En 2017, elle a renoué avec une croissance atone, même si la coupe du monde de football de 2018 a induit un regain de consommation momentané.

En effet, la dépendance de l'activité à la rente énergétique n'est pas compensée par des piliers internes de croissance. Les exportations de produits énergétiques continuent de peser pour plus de deux tiers dans le volume total des exportations[4] (voir Figure 8). Les importations consistent pour moitié en machines-outils, matériels d'équipement et de transport. Cette structure néocoloniale du commerce extérieur a obéré les perspectives de développement, dépendantes des variations des marchés du pétrole.

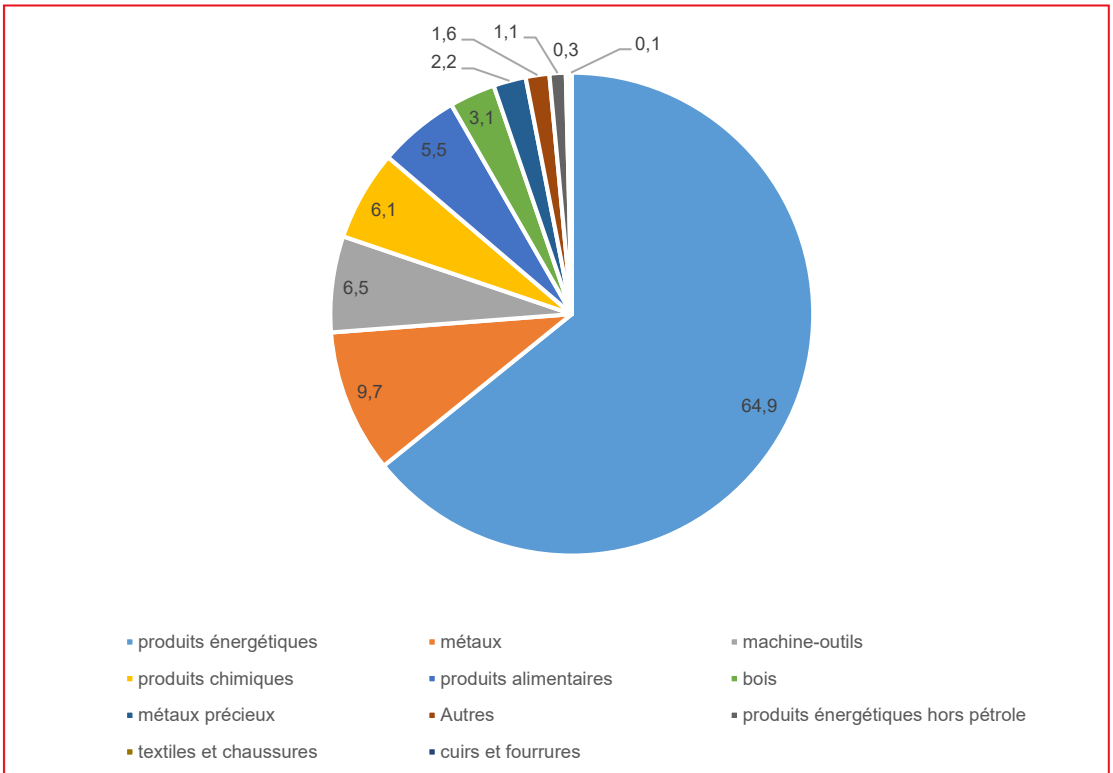
La manne pétrolière et gazière a de nombreux avantages : elle permet de rééquilibrer les comptes publics et le commerce extérieur, mais à la différence des années 2000, elle n'assure pas une amélioration globale des niveaux de vie et des revenus. Par ailleurs, sur le long terme, elle décourage la diversification de l'économie. Les relais internes de croissance sont plus fragiles que dans les années 2000. La divergence des conjonctures économiques avec les BRICS (voir Tableau 1) est particulièrement marquée depuis 2014 : le décrochage résulte des investissements et de l'atonie de la consommation des ménages[5]. Le revenu réel disponible stagnant, la progression lente de la consommation des ménages s'appuie principalement sur le développement du crédit. Simultanément, le taux de pauvreté qui avait recommencé à se creuser après la crise de 2014 se tasse. Pour autant, la stagnation des niveaux de vie fragilise un consensus social de façade fondé sur la préservation des acquis, à l'heure où l'achat de la fierté nationale par le rattachement de la Crimée a épuisé ses effets. Ce constat appuie plus que jamais l'analyse historique de « puissance pauvre » établie par Georges Sokoloff[6]. Un autre facteur explique la forte résilience de la population russe : l'entraide familiale et l'économie informelle échappent largement aux statistiques.

[4] **https://oec.world/en/profile/country/rus/**

[5] FMI, *Country Report Russia*, *op. cit.*, p. 56.

[6] G. Sokoloff, *La puissance pauvre. Une histoire de la Russie de 1815 à nos jours*, Fayard, 1993.

Figure 8
Composition des exportations en 2018 en %



Source : Banque Mondiale, « Weaker global outlook sharpens focus on domestic reforms », *Russia Economic Report*, n° 42, décembre 2019.
Réalisation : Caroline Dufy

Une gestion macroéconomique prudente

La politique macroéconomique a su atténuer l'impact des chocs exogènes, tout en laissant entier le défi de la croissance de long terme. Depuis les années 2000, la gestion des finances et de la monnaie est traditionnellement confiée à des figures politiques du clan libéral, qu'il s'agisse d'Alexei Koudrine ou d'Elvira Nabioulina. Le soutien de la croissance a été subordonné aux objectifs de stabilité monétaire, de contrôle de l'inflation et de maintien de la valeur du rouble. Ces priorités ont conduit les autorités monétaires à soutenir les taux d'intérêt. La constitution de fonds souverains et de réserve abondés par les revenus des exportations a permis d'atténuer les chocs budgétaires, d'éviter l'appréciation de la devise nationale suite à l'afflux de réserves, tout en maintenant une dette publique faible, soit un peu plus de 16 % en 2018.

La période faste des années 2000 n'a pourtant pas été mise à profit pour impulser des changements structurels. La Russie se voit parfois accoler une image fausse : celle d'un pays miné par la corruption et l'immobilisme politique, caractérisée par un capitalisme de

prédation, une « économie de casino »[7] ou des « Etats prébendiers »[8]. Il ne s'agit pas de nier l'existence du phénomène de corruption dans la Russie contemporaine : l'indice de perception de la corruption élaboré par Transparency International place le pays au 138e rang sur 180 en 2018. Il convient en revanche de dénier à cette caractéristique sa capacité à structurer les perspectives de développement en Russie. Le système politique est loin de l'immobilisme : de nombreuses politiques publiques sont décidées et mises en œuvre[9]. Pourtant, les effets sur la croissance se font attendre.

Une réforme structurelle en butte aux blocages

Deux verrous expliquent ce blocage. A un niveau macroéconomique, des politiques sont décidées mais leur efficacité est minée par la mauvaise gouvernance. Par ailleurs, au niveau microéconomique, il existe des poches d'efficacité sectorielles, sans effets de diffusion sur le reste de l'économie.

Certains secteurs économiques sont en pointe : l'armement, le secteur énergétique, le nucléaire en particulier sont à la fois des pionniers technologiques et commerciaux. Le volontarisme économique a par exemple visé le secteur agricole. Deux orientations majeures ont été établies : la restauration de la vocation céréalière de la Russie et le développement d'une production agroalimentaire nationale définie comme prioritaire à la suite de l'adoption des sanctions européennes contre la Russie. En rétorsion, le gouvernement Medvedev a dès l'été 2015 mis en place un régime de contre-sanctions ciblant les produits alimentaires importés des pays occidentaux. Cette mesure a été appuyée par une stratégie de substitution aux importations, reposant sur des crédits bonifiés destinés à restaurer un capital agricole éreinté par la privatisation des campagnes[10].

Dans le secteur céréalier, les résultats ont été spectaculaires. En quelques années, la Russie est passée d'importatrice nette aux premiers rangs mondiaux d'exportation de blé. Ce nouveau statut de puissance céréalière résulte d'une réorientation de capitaux auparavant investis dans les secteurs énergétiques. Il s'est accompagné d'une modification structurelle du secteur agricole, par le biais de la concentration de la production au sein d'agroholdings, de l'industrialisation et de la financiarisation des exploitations agricoles. Le paysage agricole, des régions du Sud en particulier, en a été métamorphosé, et le pays est devenu autonome dans des secteurs jusque-là dépendants des importations, tels que le lait, le fromage ou la volaille[11].

---

[7] W. Andreff, « Une transition économique inattendue : vers le "cupidalisme ?", *Revue de la régulation*, n° 14, automne 2013 (**http://regulation.revues.org/10293**).

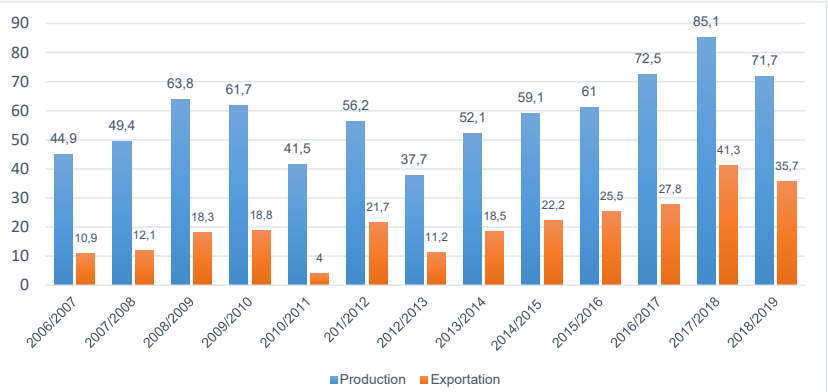
[8] F. Bafoil, *Capitalismes émergents. Economies politiques comparées, Europe de l'Est et Asie du Sud-Est*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

[9] C. Dufy, A. Sindzingre, « "Developmental" policies and rent : Comparing Russia and Sub-Saharan Africa », *Commonwealth and Comparative Politics*, Vol. 54, n° 1, 2016.

[10] C. Dufy, S. Barsukova, « Sécurité alimentaire et marché. Représentations des acteurs du monde agricole dans la Russie des années 1990-2010 », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Vol. 48, n° 1-2, 2017, pp. 57-84.

[11] S. K. Wegren, C. Elvestad, « Russia's food self-sufficiency and food security : An assessment », *Post-Communist Economies*, Vol. 30, n° 5, 2018, pp. 565-587.

Figure 9
Production et exportation de céréales par la Russie entre 2006/2007 et 2018/2019 (en millions de tonnes)



Source : International Grain Council, database, **https://www.igc.int/en/markets/marketinfo-sd.aspx**
Réalisation : *Caroline Dufy*

Ces succès ne masquent pas la faible efficacité des programmes publics, lancés à grand renfort de déclarations officielles. En 2018, à la suite de sa réélection, le président Poutine a annoncé un ambitieux programme de treize projets nationaux destinés à soutenir la croissance potentielle, à réduire la pauvreté et à accroître l'espérance de vie. Des secteurs comme les transports et les communications ont été définis comme prioritaires. Mais un an plus tard, à peine un quart des dépenses prévues avait été engagé. Cette faible efficacité est conforme aux taux de réalisation des projets antérieurs, tels que la stratégie 2010 et la stratégie 2020, dont la réalisation a dépassé à peine 30 %[12]. Les dépenses sociales sont faiblement efficaces par rapport aux autres pays, comme le constate la Banque Mondiale[13]. L'illusion d'un développement impulsé par le haut est en cause, alors même que la Russie s'est engagée depuis des années à améliorer l'environnement des affaires, mais avec des résultats lents et partiels.

Le deuxième verrou est microéconomique : la Russie se situe au bas du classement des pays de l'OCDE en terme de productivité du travail, ce qui constitue un obstacle essentiel à l'amélioration des perspectives de croissance. Les ressources en capital humain ont été affaiblies par l'hémorragie démographique des années 1990. L'espérance de vie est certes repartie à la hausse mais la population est vieillissante, et le déficit démographique est partiellement compensé par un recours à l'immigration de travail. Le taux de chômage a atteint un niveau historiquement bas, moins de 5 % en 2018. Ce chiffre masque moins la forte mobilisation de la main-d'œuvre disponible que le refuge d'une partie de la population dans l'inactivité et l'économie informelle. La réforme des retraites votée par le Parlement à l'automne 2018 repousse de cinq ans l'âge légal de départ. Si elle accroît les réserves de main-d'œuvre, elle a provoqué un fort mécontentement populaire et érodé le soutien au président.

[12] V. Ia Guelman « La modernisation autoritaire en Russie : Une mission impossible ? », *Mir Rossii,* Vol. 26, n° 2, 2017, pp. 38-61 (en russe).

[13] Banque Mondiale, *Russia Economic Report*, n° 36, novembre 2016, p. 10, graphique 6.

L'efficacité microéconomique est enfin entravée par un développement territorial inégalitaire. La modernisation des infrastructures fait l'objet de programmes d'investissements colossaux articulés en particulier autour du projet titanesque de la nouvelle route de la soie, largement financé et promu par la Chine à travers tout le territoire russe d'est en ouest.

La construction de l'Union eurasienne au tournant des années 2010 incarnait une ambition forte d'intégration régionale. Destinée à consolider les échanges commerciaux continentaux avec les ex-pays de la périphérie, l'UEE s'est heurtée à la méfiance des pays partenaires depuis le déclenchement du conflit ukrainien.

*

* *

La contradiction à laquelle se heurte l'économie russe est forte : ses racines sont à trouver dans des ressorts institutionnels et politiques. Les errements de son développement dans la période actuelle en résultent. D'un point de vue institutionnel, les blocages sont à la fois macro et micro-institutionnels. Par ailleurs, la capacité d'entraînement du secteur rentier à l'égard du secteur manufacturier est un des enjeux majeurs sur lesquels repose la question du développement. Toutefois, la disparition de cette manne comporte un fort risque politique[14]. Elle remet en cause doublement l'assise du pouvoir : la réduction de la redistribution horizontale des ressources, en même temps qu'elle réduit la marge de manœuvre budgétaire des ressources à distribuer aux classes moyennes, accroît la pauvreté, tout particulièrement des régions rurales et des retraités qui sont les principaux soutiens du régime.

[14] C. Dufy, « Rente et système politique : essai sur les nouveaux capitalismes autoritaires. Un exemple avec la Russie contemporaine », dans F. Taliano, F.-C. Mougel et B. Blancheton (dir.), *Pour une histoire globale des réseaux de pouvoir*, Bruxelles, Peter Lang, 2017.

Pour citer ce chapitre : Caroline Dufy, « L'économie russe : contradictions et impasses », *in* A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2019/Les Etudes du CERI*, n° 247-248, février 2020[en ligne : **www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude**].